

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/CTD/W/12

12 juillet 2002

(02-3905)

**Comité du commerce et du développement
Session extraordinaire**

PROJET DE RAPPORT AU CONSEIL GÉNÉRAL¹

I. INTRODUCTION

1. Au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha, les Ministres ont réaffirmé que "les dispositions relatives au traitement spécial et différencié font partie intégrante des Accords de l'OMC" et ont décidé que "toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié seront réexaminées en vue de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles". Ils ont aussi entériné le programme de travail sur le traitement spécial et différencié exposé dans la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre et, conformément au paragraphe 12.1 de cette décision, ont donné pour instruction au Comité du commerce et du développement (CCD):

- "i) d'identifier les dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui sont déjà de nature impérative et celles qui sont de caractère non contraignant, d'examiner les conséquences juridiques et pratiques, pour les Membres développés et en développement, de la conversion des mesures relatives au traitement spécial et différencié en dispositions impératives, d'identifier les dispositions qui, selon les Membres, devraient être rendues impératives, et de faire rapport au Conseil général en formulant des recommandations claires en vue d'une décision d'ici à juillet 2002;
- ii) d'examiner des moyens additionnels de rendre plus effectives les dispositions relatives au traitement spécial et différencié, d'examiner les moyens, y compris l'amélioration des flux d'informations, qui permettraient d'aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, à mieux utiliser les dispositions relatives au traitement spécial et différencié et de faire rapport au Conseil général en formulant des recommandations claires en vue d'une décision d'ici à juillet 2002; et
- iii) d'examiner, dans le cadre du programme de travail adopté à la quatrième session de la Conférence ministérielle, comment le traitement spécial et différencié peut être incorporé dans l'architecture des règles de l'OMC".

2. Conformément à ce mandat, le Comité des négociations commerciales (CNC) est convenu, lors de la réunion qu'il a tenue les 28 janvier et 1^{er} février 2002, que "[l]e réexamen de toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié en vue de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles, prévu au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle, sera effectué par le Comité du commerce et du développement dans le cadre de sessions extraordinaires".

¹ Le présent rapport ne se veut pas une compilation exhaustive de toutes les questions qui ont été soulevées. Il ne préjuge pas non plus de la position des Membres sur ces questions.

3. La session extraordinaire du CCD a donc été établie, et l'Ambassadeur Ransford Smith (Jamaïque) en a été élu Président. Elle a tenu sa première réunion le 5 mars 2002, laquelle a été suivie de cinq réunions plus formelles et de plusieurs réunions informelles. Un certain nombre de communications ont été présentées; elles sont énumérées à l'annexe I.

II. QUESTIONS TRANSVERSALES

4. Un certain nombre de questions transversales systémiques et institutionnelles ont été soulevées tant dans les communications des Membres qu'au cours des discussions qui ont eu lieu à leur sujet. Les grandes questions systémiques soulevées dans les communications et les discussions ont été, entre autres, les suivantes: questions relatives aux principes et objectifs du traitement spécial et différencié; structure des droits et obligations à un ou plusieurs niveaux; cohérence; fixation de points de repère; assistance technique et renforcement des capacités; périodes de transition; Clause d'habilitation; préférences commerciales; et traitement universel ou différencié, y compris la gradation. Une liste de ces questions avec la mention des communications écrites qui s'y rapportent se trouve à l'annexe II. La plupart de ces questions ont été discutées, mais certains Membres ont considéré qu'il s'agissait de questions importantes et, dans certains cas, fondamentales, sur lesquelles il faudrait se pencher et qu'il faudrait examiner de manière plus approfondie après juillet 2002.

5. Un certain nombre de questions institutionnelles transversales ont aussi été soulevées. Un débat préliminaire a eu lieu à leur sujet, y compris sur les questions suivantes: i) un mécanisme de surveillance; ii) une session extraordinaire annuelle du Conseil général consacrée à la participation des PMA; et iii) un mécanisme dans le cadre du Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement.

6. La proposition tendant à créer un mécanisme de surveillance a été faite par le Groupe africain. Aux yeux du Groupe, les principales fonctions de ce mécanisme seraient, entre autres, i) l'évaluation régulière de l'utilisation et du caractère effectif des dispositions relatives au traitement spécial et différencié, afin de s'assurer qu'elles sont dûment utilisées et que tout problème qui se présente est réellement résolu, et ii) la mise en place d'un cadre pour proposer et examiner des recommandations que le CCD pourrait faire aux Membres sur le respect des obligations énoncées dans les dispositions relatives au traitement spécial et différencié, ainsi que sur les meilleures pratiques pour l'utilisation de ces dispositions. La proposition a rallié un large soutien, même s'il était évident qu'il faudrait discuter plus avant de la forme et de la structure d'un tel mécanisme.

7. La proposition relative à une session extraordinaire annuelle du Conseil général consacrée à la participation des PMA au système commercial multilatéral a été faite par le Groupe des PMA. Le Groupe a proposé que l'ordre du jour d'une telle session inclue les points suivants: i) mise en œuvre de la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés et de ses objectifs généraux en faveur des PMA; ii) examen de la mise en œuvre des dispositions spécifiques relatives au traitement spécial et différencié inscrites dans les Accords, décisions et déclarations de l'OMC; et iii) examen global du traitement spécial et différencié. Certains Membres ont estimé que, si un mécanisme de surveillance était établi, son rôle et ses fonctions pourraient englober ceux qui étaient visés avec la tenue proposée d'une session extraordinaire annuelle, encore qu'on ait souligné que cela devrait se faire sans que soient minimisées les préoccupations des PMA. D'autres ont estimé que les diverses propositions ainsi que leur rôle et leurs fonctions devraient être évalués dans le cadre de dispositifs existants tels que le Sous-Comité des pays les moins avancés et le Cadre intégré.

8. Enfin, le Groupe africain a proposé la création d'un mécanisme dans le cadre du Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement, afin d'assurer le soutien/l'appui financier nécessaire à une utilisation effective des dispositions relatives au traitement spécial et différencié contenues dans les divers Accords. Ce mécanisme serait un arrangement financier permanent pour les dispositions relatives au traitement spécial et différencié. Il y a eu un

examen initial de cette question, mais on a estimé d'une manière générale qu'un examen approfondi, en vue de formuler des recommandations claires, nécessiterait plus de temps.

III. PROPOSITIONS ET QUESTIONS AXÉES SUR DES ACCORDS PARTICULIERS

9. Un certain nombre de propositions ont été présentées au sujet de dispositions particulières des Accords, mémorandums d'accord et décisions, y compris dans le contexte du mandat contenu dans la Déclaration ministérielle de Doha et de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, dans laquelle les Ministres ont donné pour instruction aux Membres, entre autres, d'identifier les dispositions non impératives qui, selon eux, devraient être rendues impératives et d'examiner des moyens additionnels de rendre plus effectives les dispositions relatives au traitement spécial et différencié. Un tableau synoptique indiquant les propositions faites au sujet des dispositions particulières contenues dans les divers Accords se trouve à l'annexe III.

10. Ces propositions ont été présentées, et certains éclaircissements ont été donnés durant les discussions. Plusieurs Membres ont invoqué le grand nombre de propositions axées sur des accords particuliers (environ 80), la complexité de certaines d'entre elles à leurs yeux et le manque de temps comme étant des facteurs qui les empêchaient de faire plus que de procéder à un examen préliminaire de bon nombre de propositions. Certains ont indiqué que les propositions étaient encore en cours d'examen par les autorités dans leur capitale. Une autre considération soulevée par certains Membres a été qu'il fallait, à leur avis, un examen de certaines questions transversales et systémiques pour faciliter leur examen des propositions axées sur des accords particuliers. Une autre question soulevée a été la nécessité d'assurer une complémentarité et une coordination entre les travaux de la session extraordinaire et les travaux d'autres organes, tant ceux auxquels participaient ordinairement des experts dans des domaines techniques que d'autres organes qui menaient des négociations dans des domaines au sujet desquels des propositions avaient aussi été présentées à la session extraordinaire.

11. Un grand nombre de délégations se sont dites préoccupées par l'insuffisance des progrès accomplis, selon elles, dans l'examen et la prise de décisions, selon les instructions qui avaient été données, au sujet des propositions axées sur des accords particuliers. D'autres, invoquant les facteurs susmentionnés, ont estimé qu'il fallait plus de temps et des discussions plus approfondies.

12. Des travaux détaillés et intensifs sont encore nécessaires à cet égard.

IV. LA VOIE À SUIVRE

13. Les Ministres ont chargé le CCD de formuler des "recommandations claires" au Conseil général en vue d'une décision d'ici à juillet 2002. Un grand nombre de questions ont été soulevées, tant dans les communications écrites que dans les discussions qui ont suivi et, même si quelques recommandations peuvent être formulées, il reste encore beaucoup à faire avant que les Membres ne s'entendent sur des recommandations claires dans un certain nombre de domaines, conformément au mandat énoncé par les Ministres. Il est recommandé que le Conseil général donne pour instruction à la session extraordinaire du CCD de s'employer sans tarder à exécuter ce mandat et de faire rapport au Conseil général avec des recommandations claires d'ici au [31 décembre 2002][31 mars 2003].

14. Conformément à cet objectif, le Conseil général donne en outre pour instruction à la session extraordinaire du CCD:

- a) De poursuivre l'analyse et l'examen des diverses questions et propositions axées sur des accords particuliers qui ont été soulevées dans les communications écrites et les discussions:

- i) sur la base d'un classement possible de ces propositions pour examen dans des groupes appropriés;
- ii) en utilisant les compétences existant dans d'autres organes de l'OMC, y compris, lorsque c'est possible, grâce à la tenue de réunions de la session extraordinaire qui coïncident avec celles de ces organes.

Les Membres s'efforceront d'apporter des réponses aux diverses propositions axées sur des accords particuliers pour le 31 octobre 2002.

- b) De poursuivre l'analyse et l'examen des diverses questions et propositions transversales qui ont été soulevées dans les communications écrites et les discussions, conformément à un calendrier qui permette d'alimenter, selon qu'il sera nécessaire, le processus mentionné au point a) ci-dessus.
- c) De présenter les propositions relatives à l'assistance technique, au renforcement des capacités et aux programmes de formation à la session extraordinaire du CCD pour examen, afin que les éléments qu'elles contiennent puissent être inclus dans le plan d'assistance technique pour 2003.

15. La session extraordinaire du CCD recommande au Conseil général de convenir, dans le principe, de l'établissement d'un mécanisme de surveillance pour les dispositions relatives au traitement spécial et différencié et de donner pour instruction à la session extraordinaire d'élaborer la structure et le mandat de ce mécanisme, compte tenu de la proposition faite à cet égard par le Groupe africain et des discussions qui ont eu lieu à ce sujet à la session extraordinaire.

16. Le Conseil général donne en outre pour instruction à la session extraordinaire du CCD d'examiner aussi comment le traitement spécial et différencié peut être incorporé dans l'architecture des règles de l'OMC, conformément au paragraphe 12.1 iii) de la Décision ministérielle sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre.

ANNEXE I

COMMUNICATIONS REÇUES À LA SESSION EXTRAORDINAIRE
DU COMITÉ DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT
AVRIL-JUILLET 2002

- TN/CTD/W/1: communication de Cuba, de la République dominicaine, du Honduras, de l'Inde, de l'Indonésie, du Kenya, du Pakistan, de Sri Lanka, de la Tanzanie et du Zimbabwe
- TN/CTD/W/2: communication de Cuba, de la République dominicaine, de l'Égypte, du Honduras, de l'Inde, de l'Indonésie, du Kenya, de Maurice, du Pakistan, de Sri Lanka, de la Tanzanie et du Zimbabwe
- TN/CTD/W/3/Rev.1 et TN/CTD/W/3/Rev.1/Add.1: communication du Groupe africain
- TN/CTD/W/4 et TN/CTD/W/4/Add.1: communication des PMA
- TN/CTD/W/5 et TN/CTD/W/5/Add.1: communication du Paraguay
- TN/CTD/W/6: communication de l'Inde
- TN/CTD/W/7: communication de la Thaïlande
- TN/CTD/W/8: communication de Sainte-Lucie
- TN/CTD/W/9: communication des États-Unis
- TN/CTD/W/10: communication de la Hongrie
- TN/CTD/W/11: communication du Japon

ANNEXE II

TABLEAU DES PRINCIPALES QUESTIONS TRANSVERSALES SYSTÉMIQUES

QUESTION	AUTEURS DES PROPOSITIONS ET COTES DES DOCUMENTS
Principes et objectifs	Groupe africain – TN/CTD/W/3/Rev.1
	Groupe africain – TN/CTD/W/3/Rev.1/Add.1
	PMA – TN/CTD/W/4
	États-Unis – TN/CTD/W/9
Structure de droits et d'obligations à un, deux ou plusieurs niveaux?	Groupe africain – TN/CTD/W/3/Rev.1
	PMA – TN/CTD/W/4
Cohérence	Groupe africain – TN/CTD/W/3/Rev.1
	PMA – TN/CTD/W/4
Points de repère	PMA – TN/CTD/W/4
Assistance technique et renforcement des capacités	Groupe africain – TN/CTD/W/3/Rev.1
	États-Unis – TN/CTD/W/9
Périodes de transition	Groupe africain – TN/CTD/W/3/Rev.1
	États-Unis – TN/CTD/W/9
Utilisation	États-Unis – TN/CTD/W/9
Préférences commerciales et questions connexes, y compris la <u>Clause d'habilitation</u>	Paraguay – TN/CTD/W/5
	Groupe africain – TN/CTD/W/3/Rev.1
	PMA – TN/CTD/W/4/Add.1
Traitement universel ou différencié?	Groupe africain – TN/CTD/W/3/Rev.1
Questions concernant la gradation	Paraguay – TN/CTD/W/5
	États-Unis – TN/CTD/W/9

ANNEXE III

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES COMMUNICATIONS SPÉCIFIQUES
CONCERNANT DES ACCORDS ET DES DÉCISIONS
AU 10 JUILLET 2002

ACCORD ET ARTICLE/ PARAGRAPHE	NOMBRE DE PROPOSITIONS	AUTEURS DES PROPOSITIONS	COTES DES DOCUMENTS
ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994 (GATT DE 1994)			
Totalité de l'Accord	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article XVIII:A	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article XVIII:B	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article XVIII:C	2	Sainte-Lucie PMA	TN/CTD/W/8 TN/CTD/W/4/Add.1
Article XXXVI	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article XXXVII	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article XXXVIII	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
MÉMORANDUM D'ACCORD SUR L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE II:1 B) DU GATT DE 1994			
Proposition	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
MÉMORANDUM D'ACCORD SUR L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE XVII DU GATT DE 1994			
Proposition	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LES DISPOSITIONS DU GATT DE 1994 RELATIVES À LA BALANCE DES PAIEMENTS			
Paragraphe 8	1	PMA	TN/CTD/W/4/Add.1
Proposition	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
MÉMORANDUM D'ACCORD SUR L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE XXIV DU GATT DE 1994			
Proposition	2	Groupe africain PMA	TN/CTD/W/3/Rev.1 TN/CTD/W/4/Add.1

ACCORD ET ARTICLE/ PARAGRAPHE	NOMBRE DE PROPOSITIONS	AUTEURS DES PROPOSITIONS	COTES DES DOCUMENTS
MÉ MORANDUM D'ACCORD CONCERNANT LES DÉ ROGATIONS AUX OBLIGATIONS DÉ COULANT DU GATT DE 1994			
Proposition	2	Groupe africain PMA	TN/CTD/W/3/Rev.1 TN/CTD/W/4/Add.1
MÉ MORANDUM D'ACCORD SUR L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE XXVIII DU GATT DE 1994			
Paragraphe 1	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
ACCORD SUR L'AGRICULTURE			
Article 6:2	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 14	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 15:1	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 15:2	2	Groupe africain PMA	TN/CTD/W/3/Rev.1 TN/CTD/W/4
ACCORD SUR L'APPLICATION DES MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES (SPS)			
Article 9:2	2	Groupe partageant les mêmes idées Groupe africain	TN/CTD/W/2 TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 10:1	2	Groupe partageant les mêmes idées Groupe africain	TN/CTD/W/2 TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 10:2 et paragraphe 3.1 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre	1	Inde	TN/CTD/W/6
Article 10:3	1	Groupe africain	TN/CTD/W/2 TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 10:4 et voir le paragraphe 3.5 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre	1	Inde	TN/CTD/W/6
Article 10:4	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
ACCORD SUR LES TEXTILES ET LES VÊTEMENTS			
Paragraphe 2 de l'article premier et paragraphe 18 de l'article 2	1	PMA	TN/CTD/W/4/Add.1
Articles 2:18 et 6:6	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1

ACCORD ET ARTICLE/ PARAGRAPHE	NOMBRE DE PROPOSITIONS	AUTEURS DES PROPOSITIONS	COTES DES DOCUMENTS
ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE (OTC)			
Articles 11 et 12	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 12.3	1	Groupe partageant les mêmes idées	TN/CTD/W/2
ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE (MIC)			
Totalité de l'Accord	1	PMA	TN/CTD/W/4
Article 3	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 4	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 5:3	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VI DU GATT DE 1994 (ACCORD ANTIDUMPING)			
Article 15	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DU GATT DE 1994 (ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE)			
Article 20:1 et 20:2	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 20:3	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
ACCORD SUR L'INSPECTION AVANT EXPÉDITION			
Article 3:3	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
ACCORD SUR LES RÈGLES D'ORIGINE			
Proposition	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
ACCORD SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION			
Article 1:2	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 3:5	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 3:5 a) iv)	1	Thaïlande	TN/CTD/W/7
Article 3:5 j)	1	Inde	TN/CTD/W/6

ACCORD ET ARTICLE/ PARAGRAPHE	NOMBRE DE PROPOSITIONS	AUTEURS DES PROPOSITIONS	COTES DES DOCUMENTS
ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES			
Paragraphe 1 de l'article 21 et paragraphe 4 de l'article III du GATT de 1994 (et paragraphes 1 b) et 27.3 de l'Accord sur les subventions)	1	PMA	TN/CTD/W/4
Article 27.1	2	Groupe partageant les mêmes idées (ne comprenant <u>pas</u> l'Égypte et Maurice) Groupe africain	TN/CTD/W/1 TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 27.4	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 27.8	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 27.9	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 27.13	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 27.15	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
ACCORD SUR LES SAUVEGARDES			
Article 9:1 et 9:2	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
ACCORD GÉNÉRAL SUR LE COMMERCE DES SERVICES (AGCS)			
Article IV	2	Groupe africain PMA	TN/CTD/W/3/Rev.1 TN/CTD/W/4/Add.1
Article IV:1	1	PMA	TN/CTD/W/4/Add.1
Article IV:2	1	PMA	TN/CTD/W/4/Add.1
Article IV:3	1	PMA	TN/CTD/W/4/Add.1
Article V:3	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article XXV	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Annexe sur les télécommunications			
Paragraphe 6	1	PMA	TN/CTD/W/4/Add.1
ACCORD SUR LES ASPECTS DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE QUI TOUCHENT AU COMMERCE (ADPIC)			
Articles 65, 66:1, 70:8 et 70:9	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Articles 7, 8 et 66:2	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1

ACCORD ET ARTICLE/ PARAGRAPHE	NOMBRE DE PROPOSITIONS	AUTEURS DES PROPOSITIONS	COTES DES DOCUMENTS
Article 66:1	1	PMA	TN/CTD/W/4/Add.1
Article 67	1	PMA	TN/CTD/W/4/Add.1
MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LES RÈGLES ET PROCÉDURES RÉGISSANT LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS (MÉMORANDUM D'ACCORD)			
Article 4:10	2	Inde Groupe africain	TN/CTD/W/6 TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 8:10	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 12:10	2	Groupe partageant les mêmes idées Groupe africain	TN/CTD/W/2 TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 12:11	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 21:2	1	Inde	TN/CTD/W/6
Article 21:2, 21:7 et 21:8	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Article 24:1	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
DÉCISION SUR LES MESURES EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCÉS			
Paragraphe 1	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Paragraphe 2	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Paragraphe 2 ii)	1	PMA	TN/CTD/W/4
DÉCISION SUR LES MESURES CONCERNANT LES EFFETS NÉGATIFS POSSIBLES DU PROGRAMME DE RÉFORME SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS ET LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS DE PRODUITS ALIMENTAIRES			
Proposition	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
DÉCISION CONCERNANT LE TRAITEMENT DIFFÉRENCIÉ ET PLUS FAVORABLE, LA RÉCIPROCITÉ ET LA PARTICIPATION PLUS COMPLÈTE DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (CLAUDE D'HABILITATION): DÉCISION DU 28 NOVEMBRE 1979			
Paragraphe 1 et 2 d)	1	PMA	TN/CTD/W/4/Add.1

ACCORD ET ARTICLE/ PARAGRAPHE	NOMBRE DE PROPOSITIONS	AUTEURS DES PROPOSITIONS	COTES DES DOCUMENTS
Paragraphe 3 d)	1	PMA	TN/CTD/W/4/Add.1
Proposition	1	Groupe africain	TN/CTD/W/3/Rev.1
Totalité de la Décision	2	Paraguay PMA	TN/CTD/W/5 & TN/CTD/W/Add.1 TN/CTD/W/4/Add.1

Note: Les dispositions énumérées aux annexes III et IV du document TN/CTD/W/3/Rev.1 ne sont pas mentionnées dans ce tableau.
